



**HAL**  
open science

## Essays in Honor of Juan J.Linz. Politics, Society and Democracy. Comparative Studies.

William Genieys

► **To cite this version:**

William Genieys. Essays in Honor of Juan J.Linz. Politics, Society and Democracy. Comparative Studies.. Politix, 1996, 33, pp.172-177. 10.3406/polix.1996.1948 . hal-01403194

**HAL Id: hal-01403194**

**<https://hal.science/hal-01403194>**

Submitted on 25 Nov 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

«professionnalisation» (d'ailleurs, le terme n'apparaît pas dans le très utile index thématique) : quand les institutions structurant la profession (l'ordre, le tableau, le bâtonnier) sont-elles nées et quand ont-elles acquis leur solidité actuelle ? Quand la certification d'État est-elle devenue indispensable ? Peut-on se contenter d'affirmer que la structuration de la profession telle qu'elle existe au XXe siècle, et notamment l'exercice de «la pratique monopolistique», datent du XVIe siècle (p. 35-37) ? On regrette d'autant plus cette absence quand on compare l'ouvrage de L. Karpik avec des travaux concernant les avocats aux États-Unis (cf. notamment Abel (R. L.), *American lawyers*, Harvard University Press, 1987) qui soulignent combien les structures de la profession sont inexistantes jusqu'à la fin du XIXe siècle, ce qui conduit à une profession peu institutionnalisée et, pour tout dire, bien peu professionnelle ! Une sociologie de la professionnalisation des avocats en France permettrait alors de prendre de la distance par rapport aux légitimations par le passé des avocats actuels et surtout d'en révéler les scansions, voire les revirements dans le cours du temps.

La perspective change brutalement avec le travail sur la période actuelle et s'approche au plus près des pratiques concrètes des avocats. À partir d'une multiplicité de questionnements et de dispositifs d'enquêtes (étude statistique, entretiens, observations) et par l'intermédiaire d'un style didactique et précis, ainsi que de graphiques originaux, L. Karpik présente «une description et une interprétation d'ensemble des formes d'activité et des causes qui régissent la diversité (des avocats français)» (p. 305). Il s'agit de proposer de nouvelles perspectives et de nouveaux instruments pour l'étude d'une profession : instruments théoriques (étudiant le rapport des avocats au marché, L. Karpik utilise en sociologue le courant de l'économie des conventions), instruments empiriques aussi ; ainsi, abordant le travail concret des avocats, l'auteur propose, dans une démarche quantitative, un «recensement des tâches quotidiennes» (p. 306), construisant des «styles d'activité». Puis, il adopte une perspective qualitative et raconte puis interprète une affaire judiciaire, afin de «restituer la dynamique de la mise en œuvre des pratiques et des savoirs» (p. 322). On peut imaginer un tel dispositif pour de nombreuses professions, et pourquoi pas pour la profession politique ?

On ne saurait mieux dire la richesse de l'apport de l'ouvrage de L. Karpik. Mais la qualité du livre réside beaucoup plus dans l'appréhension de la profession d'avocat dans la période contemporaine que dans le récit d'une longue histoire homogénéisante et réifiante. Et l'on peut s'interroger, plus généralement, sur cette volonté de broser de grands tableaux historiques, destinés à replacer l'objet dans un processus mais finalement peu convaincants car beaucoup trop larges.

Laurent Willemez  
Université Paris I

**CHEHABI (H.E.), STEPAN (Alfred)**, eds, *Essays in Honor of Juan J. Linz. Politics, Society, and Democracy. Comparative Studies*, San Fransisco, Oxford, Westview Press, Boulder, 1995, 423 pages.

**P**OUR l'anniversaire des soixante-cinq ans de Juan J. Linz, ses amis, ses collaborateurs et les chercheurs à qui il a transmis sa vocation se sont réunis à New York pour célébrer les multiples facettes de sa contribution à la connaissance du politique. Les interventions discutées lors de cette réunion ont donné naissance à la publication des *Essays in Honor of Juan J. Linz*, composés de quatre volumes. Le premier de cette série, *Politics, Society, and Democracy: The Case of Spain*, édité par R. Gunther met en perspective les analyses de Linz sur la modernisation du système politique et son impact sur le développement de la science politique et de la sociologie en Espagne. Le second volume, dirigé par H. E. Chehabi et A. Stepan,

*Politics, Society, and Democracy : Comparative Studies* présente l'apport théorique du chercheur de Yale. Les deux derniers ouvrages sont à paraître, l'un sera édité par A. Valenzuela : *Politics, society and Democracy : Latin America*, l'autre dont la publication sera à nouveau assurée par H. E. Chehabi porte sur une bibliographie exhaustive (environ 150 publications) et sur des inédits de Linz : *Politics, Society, and Democracy : Juan J. Linz-Untranslated Writings and Complete Annotated Bibliography*. Notre présentation des *Essays* se restreint au volume consacré à la théorie des *comparatives studies*.

Pour comprendre son intérêt pour la politique comparée, il suffit de retracer l'itinéraire du jeune sociologue de l'université de Columbia. Juan J. Linz entame sa carrière de chercheur en science sociale en effectuant son Ph D. sur *The Social Bases of West German Politics* sous la direction de Seymour M. Lipset. Dans le chapitre I des *Essays*, ce dernier rappelle l'ampleur du matériel empirique analysé dans la thèse, entraînant pour des raisons académiques la suppression de plus de 700 pages sur les 2100 présentées initialement. S. M. Lipset montre comment, après ses recherches sur l'Allemagne de l'Ouest, Linz s'est attaqué à l'analyse de la société franquiste dans son contexte autoritaire. Ce penchant pour le comparatisme se double d'une filiation intellectuelle à «un mentor» : Max Weber (p. 4). S'il connaît bien Marx, c'est au travers d'un comparatisme weberien que Linz analyse le changement social et politique en Espagne. Ainsi, il introduit une démarche scientifique empruntant tout autant à la sociologie qu'à l'histoire afin de rendre compte des multiples facettes du politique. C'est d'ailleurs, au terme de ce détour par l'analyse politique comparée que Linz prolonge la réflexion du sociologue allemand sur la légitimité en établissant la distinction entre légalité et légitimité. Il évite ainsi la limitation de la question de la légitimité à celle de l'État en l'ouvrant à la problématique des régimes politiques. De ce fait, Linz propose de revisiter l'approche weberienne de la légitimité par le haut. C'est sur cet aspect théorique que se concentre l'ensemble des contributions des *Essays* en analysant les processus de légitimation et de délégitimation de certains régimes politiques.

Dans la première partie de l'ouvrage, Y. Shain montre les avantages d'une définition minimaliste de la démocratie. En effet, Linz rappelle qu'il n'est pas un philosophe mais un *social scientist*, et c'est pour cette raison qu'il retient un minimum de critères formels pour appréhender empiriquement la démocratie comme «l'inclusion de partis politiques dans un processus démocratique, la garantie de la participation de tous les membres de la communauté politique, quelles que soient leurs appartenances politiques» (p. 47). Pour lui, la liberté et les élections compétitives à intervalles réguliers sont les indicateurs les plus fiables de la démocratie. Ce formalisme a été critiqué par Philippe Schmitter car la surévaluation des procédures démocratiques fait passer au second plan la «substance de la démocratie». Cependant, Linz dépasse sa définition formelle par la prise en compte de l'action des leaders lors des processus de transition, par la mobilisation des variables centre-périphérie, religieuses et culturelles. S'il ne néglige jamais la dimension économique de ces processus, il rejette tout autant, le postulat développementaliste selon lequel la démocratie serait le résultat d'une politique économique, que l'hypothèse de Adam Przeworsky qui tend à surévaluer le rôle des groupes d'intérêts, car «la stabilité de la démocratie dépend plus du degré de légitimité institutionnelle que des performances économiques» (p. 51). Enfin, pour Linz, «la démocratie est plutôt un arrangement politique répondant à des désirs humains et à des demandes sociales qui rejette l'usage de la violence pour atteindre et se maintenir au pouvoir». Par ailleurs, l'approche minimaliste permet de réfuter l'idéalisme démocratique des concepts de «démocratie populaire», de «démocratie plébiscitaire», de «démocratie tutélaire», où l'élection démocratique fait office d'artefact. Ainsi, l'analyse du détournement des procédures démocratiques l'amène à s'interroger plus généralement sur les rapports entre la légitimation démocratique et la question de la légalité au sein des régimes politiques. En weberien, Linz souligne l'importance de la structure normative qui caractérise la légalité d'un régime politique. Cependant, s'il reconnaît que la légalité est le trait majeur de l'État bureaucratique moderne, il montre dans sa sociologie des

régimes non démocratiques que la légalité est plus importante que la question de la légitimation. Ainsi, dans un régime totalitaire la légalité constitutionnelle est purement de façade et, en cela, elle se différencie de celle des régimes autoritaires qui est plus ouverte, car le pouvoir est encadré par une structure institutionnelle supposée légitime. De même, lors des changements de régime les normes légales proviennent tout autant de principes hérités que de nouveaux principes. La légalité est souvent abrogée *de jure* ou *de facto*, non seulement par un gouvernement révolutionnaire mais aussi, dans la plupart des cas, par des héritiers de l'ancien régime. Après avoir décrit ce processus, Linz dénonce la confusion qu'entretiennent les juristes et les sociologues entre légitimation et légalité formelle en oubliant de prendre en compte la nature du régime. Cette confusion est évidemment manifeste dans l'idéal type weberien de légitimité rationnelle-légale. Ainsi, au sein de sa sociologie de la domination étatique, M. Weber ne distingue-t-il pas les régimes démocratiques et les régimes non-démocratiques.

Mattei Dogan prolonge ce débat en traitant de la question des différentes formes de la légitimité démocratique. Il montre comment Linz dépasse la définition de Lipset où «le concept de légitimité implique une croyance populaire dans la valeur sociale des institutions existantes ainsi que la capacité du régime à assurer le maintien de cette croyance» (Lipset (S. M.), *L'homme et la politique*, Paris, Seuil, 1962, p. 89), en proposant la définition minimaliste de la légitimité démocratique entendue comme «la croyance que, malgré les ratés et les échecs, les institutions politiques démocratiques sont meilleures que toutes les autres, et donc peuvent exiger l'obéissance» (p. 57). Dogan montre que la question de la légitimité est particulièrement importante dans les démocraties depuis que l'autorité dépend en dernier ressort du support de la majorité des citoyens. En s'appuyant sur la dimension contextuelle et historique de la typologie de l'auteur d'*Économie et Société*, Dogan insiste sur le fait qu'elle occulte totalement la relation entre légitimité et démocratie. Pour lui, Weber a implicitement accepté l'idée de la double nature de la légitimité en analysant «les dynamiques du processus de légitimation et de délégitimation» (p. 61). L'analyse comparée des systèmes politiques a permis la vérification empirique d'une formulation différenciée de la légitimité des régimes. Dans cette perspective, la corruption n'est pas forcément un symptôme de délégitimation des régimes. Paradoxalement, les scandales liés à la corruption ne sont pas nécessairement une forme de délégitimation dans la mesure où ils ne peuvent apparaître que si la liberté d'expression est reconnue. Il note même que certains scandales politiques (L'Affaire Dreyfus, L'Irangate, etc.) sont de superbes monuments honorant l'histoire démocratique de la France et des USA. Par ailleurs, M. Dogan insiste sur le fait qu'il faut appréhender la réalité empirique de la légitimité à travers un indicateur sociologique spécifique : les données d'opinion publique. Cependant, il faut dissocier, selon lui, le déficit de popularité d'un leader du déficit de légitimité d'un régime politique. En effet, l'analyse de ce phénomène nécessite une distinction analytique entre la confiance dans les institutions et la croyance dans les règles du jeu démocratique.

Pour sa part, Schmitter prend l'exemple de la transition au Portugal pour minimiser la variable de l'opinion publique dans l'explication des processus de transition démocratique. Le théoricien du néo-corporatisme relativise la pertinence du concept d'opinion publique dans ce type de configuration politique spécifique. À ce propos, il remarque que la conjoncture d'instabilité politique qui caractérise les transitions démocratiques n'est guère propice à l'expression de la citoyenneté. Schmitter trouve encore plus surréaliste les théoriciens qui pensent que «l'opinion publique démocratique» ou la «culture civique» doit précéder ou encore être considérée comme une condition de la démocratie (p. 346). Ainsi, pour lui la «qualité de la démocratie» n'est pas imputable à l'émergence d'une culture démocratique de masse, mais il est plus stimulant d'avancer «que la démocratie peut être faite sans (ou avec peu) de démocrates» comme l'atteste la dernière vague de transitions. À ce titre, le changement de régime au Portugal révèle, d'une part, le faible rôle de l'opinion publique et, d'autre part, montre que les valeurs démocratiques, et plus généralement la société civile, n'ont pas toujours été des vecteurs de la stabilisation des institutions du régime. De fait, la

démocratisation par le haut du régime de Salazar est un exemple parfait de construction démocratique sans démocrates. Dans cette optique, il trouve la variable de la légitimité trop allusive pour comprendre le type de démocratie qui émerge lors du processus de transition. Il propose de porter l'attention sur la configuration des rôles et des institutions grâce à laquelle s'organise la compétition entre les acteurs, et d'étudier notamment ce qui la sépare de celle imaginée par les pères fondateurs. En effet, il y a toujours un décalage entre la formule de légitimation choisie initialement, et les dernières phases de consolidation démocratique, particulièrement, celles où les structures sociales et économiques du pays intègrent pleinement son expression politique dans la citoyenneté. Ainsi, il faut s'intéresser à la potentialité institutionnelle du nouveau régime à créer et à entretenir par le biais de «politiques publiques de nationalisation, de privatisation ou de dérégulation» une nouvelle forme du lien démocratique (p. 349). Ainsi, si l'on veut mesurer «la qualité de la démocratie», c'est sur ce processus complexe d'ajustement mutuel que doit se concentrer le regard du sociologue.

La question de la légitimation est présente dans la sociologie de la religion avancée par Linz. À ce propos, B. H. Smith montre comment ce dernier rejette les approches en termes de domination sociale ou de sécularisation de la religion. En effet, Linz pose le postulat selon lequel les traditions religieuses sont toujours présentes dans les sociétés modernes et ce, malgré, la sécularisation qui les caractérise. Comme Durkheim ou Weber, il s'efforce d'analyser le sens du message religieux dans une société donnée. Cependant, Linz insiste particulièrement sur le fait que les systèmes religieux ont pour «fonction première» la légitimation du passé (p. 75). Pour lui, il faut comprendre les rapports entre religion et société comme un phénomène interactif, que l'on peut observer à trois niveaux : le normatif («l'idéologie religieuse»), le niveau institutionnel («les réseaux organisationnels développés au sein des structures sociales et politiques») et le niveau comportemental («les croyances et pratiques religieuses»). Ensuite, Linz discute l'interprétation weberienne de l'éthique protestante à travers une sociologie historique et comparée du catholicisme. Il montre comment le catholicisme réforme son idéologie au XXe siècle en légitimant la résistance à l'autoritarisme et la promotion d'une forme équitable de développement.

Par la suite, les *Essays* offrent un certain nombre de recherches sur le thème des identités politiques et de l'État. À ce propos, Hans Daalder propose une lecture rokkannienne du processus de construction de l'État en Occident. L'auteur attire l'attention sur la genèse d'un «sens antidémocratique» au sein des processus autoritaires d'institutionnalisation de l'ordre des hauts fonctionnaires avec l'apparition des «*custodians of the state*» (p. 125). En effet, ces acteurs sont prêts à recourir à la contrainte pour sauvegarder l'image qu'il se font de l'État. La question de l'expression politique des identités périphériques dans le monde occidental est abordée à travers quelques exemples. Erik Allardt analyse, à travers le prisme du paradigme centre-périphérie, le comportement politique des scandinaves face au processus d'intégration européenne. M. A. Schwartz aborde le régionalisme du Canada. Il montre notamment comment la mobilisation politique des québécois autonomistes est finalisée par la reconnaissance d'une différence institutionnelle (distinction entre «régionalisme» et «fédéralisme»). L'institutionnalisation d'un fait différentiel, qui se fonde sur la reconnaissance de la multiculturalité et de la multinationalité au sein d'une société, pose la question d'un changement du rapport entre l'État et la nation (sur ce dernier point voir notre traduction de Linz (J.J.), «Construction étatique et construction nationale», *Pôle Sud*, 3, 1995).

Par la suite, les *Essays* proposent une analyse comparée de la formation des régimes autoritaires basée sur la confrontation des variables économiques, sociales et culturelles à la réalité empirique des processus. Ainsi, J. D. Stephens insiste sur la combinaison de facteurs propres à la trajectoire de l'autoritarisme modernisateur de l'Allemagne du XIXe siècle en la comparant aux cas de la Grande Bretagne et de la Suède. Ce type de comparatisme insiste sur la nécessité de combiner des causalités

aussi variées que les classes, le capital, la contrainte et la coercition (p. 144). Par la suite, l'historien S. G. Payne développe la dimension proprement contextuelle de l'autoritarisme en Europe du Sud. Pour lui, il y a deux étapes caractérisant la formation des régimes autoritaires en Europe du Sud (p. 183). La première séquence historique qui s'étend de la deuxième moitié du XIXe au début du XXe siècle se caractérise par l'apparition de régimes à l'idéologie politique ouverte comme l'atteste l'intégration d'une dominante parlementaire et libérale. Dans les années trente, la seconde génération s'annonce avec l'apparition des régimes fascisants. Le fascisme, entendu comme forme exacerbée du nationalisme, a donné naissance à des formes différenciés de régimes autoritaires, comme le montre l'absence de politique de développement de l'identité nationale par *l'Estado Novo* de Salazar (p. 189). Pour sa part, R. F. Hamilton teste les limites d'une interprétation culturelle du national-socialisme. Ici, l'auteur reprend le concept de totalitarisme avancé par Linz et le confronte à la réalité allemande. Il montre ainsi que le national-socialisme est une construction politique syncrétique intégrant les différentes facettes des cultures allemandes (p. 197). Prolongeant cette réflexion sur le totalitarisme, G. Di Palma propose dans une perspective hirschmannienne de distinguer analytiquement les types de sortie des régimes totalitaires pour comprendre les processus de construction démocratique en Allemagne et au sein de l'ex-union soviétique. Il souligne principalement les effets dévolutifs de la forme et de la durée des sorties du totalitarisme sur les institutions démocratiques à venir. Guy Hermet effectue la transition entre la théorie du changement de régime et celle de la construction démocratique, en proposant une interprétation de la troisième vague de démocratisation, analyse où Tocqueville et Linz se rejoignent. L'auteur souligne la confusion de sens entre le temps de la démocratie, entendu par les *«late democrats»* comme un processus de diffusion par auto-inhibition de similarités déguisées, et la durée sur laquelle les *«early democrats»* ont construit les vieilles démocraties occidentales (p. 252). Par la suite, Hermet entreprend une réflexion sur l'indétermination des processus de sortie de l'autoritarisme, en soulignant la spécificité du politique et plus précisément encore l'importance qu'il convient d'accorder à l'action politique dans la compréhension de phénomènes qui ne sont pas réductibles à des conditions sociales ou économiques.

La question du politique est posée de façon centrale dans l'étude de la consolidation des régimes démocratiques dans la dernière partie des *Essays*. Ainsi, Morlino effectue une analyse socio-historique du processus de consolidation de la démocratie en Italie à travers le prisme des relations entre les groupes d'intérêts et les partis politiques. L'auteur montre comment, durant une première séquence historique (1948-1958), les groupes d'intérêts se sont mobilisés pour la démocratie en favorisant la participation électorale des Italiens. À partir de la fin des années cinquante, la Démocratie chrétienne s'impose progressivement en contrôlant les principaux leviers de l'État (p. 263). La seconde séquence historique du processus de consolidation se caractérise par la pratique d'un clientélisme d'État institutionnalisé par la Démocratie Chrétienne. Les pratiques politiques imposées par la classe dirigeante vont délégitimer les institutions de la démocratie italienne tout en intégrant la société civile à l'État (p. 276). Dans une perspective similaire, H. M. Makler insiste sur la spécificité de la stratégie des élites industrielles portugaises lors de la transition démocratique. Ces élites profitent de la conjoncture pour s'émanciper de la tutelle de l'État corporatiste et s'investissent dans la politique d'intégration européenne. Par ailleurs, E. Özbudun analyse le comportement des élites militaires turques qui se présentent comme *«les fondateurs»* de la démocratie. L'auteur montre comment les militaires s'imposent en tant que gardiens des intérêts nationaux en intervenant dans la vie politique par la force ou par le biais des procédures institutionnelles prévues à cet effet (p. 308). Enfin, les dernières interrogations du livre portent sur le débat *«Parlementarisme versus Présidentialisme»*. Ainsi, Arend Lijphart reprend la discussion théorique qu'il a développé dernièrement avec Linz sur les vertus du parlementarisme. Pour Lijphart, les vertus varient en fonction de la forme du parlementarisme (p. 364). De son côté, Colomer mobilise le théorie des jeux pour vérifier les fondements de la critique du présidentialisme avancée par Linz, c'est-à-dire une forme de gouvernement introduisant une légitimité duale. Son analyse

de théorie politique formelle repose sur l'interprétation des rapports de force entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif autour de la pratique du jeu de «blâme». À travers ce prisme, l'auteur montre que le présidentielisme constitue alors un jeu à somme positive favorisant l'exécutif (p. 377). Pour conclure, Stepan et Suleiman analysent l'importation du modèle de semi-présidentialisme à la française en Pologne et au Brésil. À travers cette comparaison, les auteurs interprètent les différents effets des arrangements constitutionnels introduisant une forme de gouvernement semi-présidentiel sur le processus de consolidation démocratique. Après avoir dégagé les facteurs induisant la stabilité du régime français, Stepan et Suleiman montrent qu'il en va différemment pour la jeune démocratie polonaise (p. 400). En effet, la logique institutionnelle propre au semi-présidentialisme a entraîné un conflit entre un leader ayant comme ressource principale son charisme, Lech Walesa, et les autres acteurs du jeu politique. De fait, la lutte opposant au sommet de l'État le président à ses ministres et aux principaux partis met en péril la stabilité même de ce régime politique. Ainsi, ces *Essays* présentent l'intérêt de mettre en évidence les différentes facettes de la démarche sociologique proposée par Linz notamment autour de la question centrale de la légitimité de la démocratie.

**William Genieys**  
Université Paris I